

Maasai International Solidarity Alliance (MISA)* Bulletin d'information

Mars/avril 2024

Principales mises à jour :

- La corruption massive des fonctionnaires de l'Autorité de la zone de conservation du Ngorongoro a été mise au jour
- Des plans gouvernementaux divulgués révèlent un nouveau plan visant à aliéner davantage de terres maasai
- 135 familles relogées à Msomera accusent le gouvernement tanzanien de ne pas avoir tenu ses promesses
- Rassemblement des manifestants le 27 février pour réclamer des élections libres et équitables
- L'UNESCO reconnaîtra-t-elle son erreur et s'engagera-t-elle de manière significative avec les peuples autochtones sur le site du patrimoine mondial de Ngorongoro ?
- La Banque mondiale commence à sensibiliser les communautés maasai au "Land Security Improvement Project" (projet d'amélioration de la sécurité foncière)
- MISA demande à l'USAID de cesser de financer les corridors pour la faune sauvage à Longido, Simanjiro et Monduli, qui entraînent davantage d'expulsions.



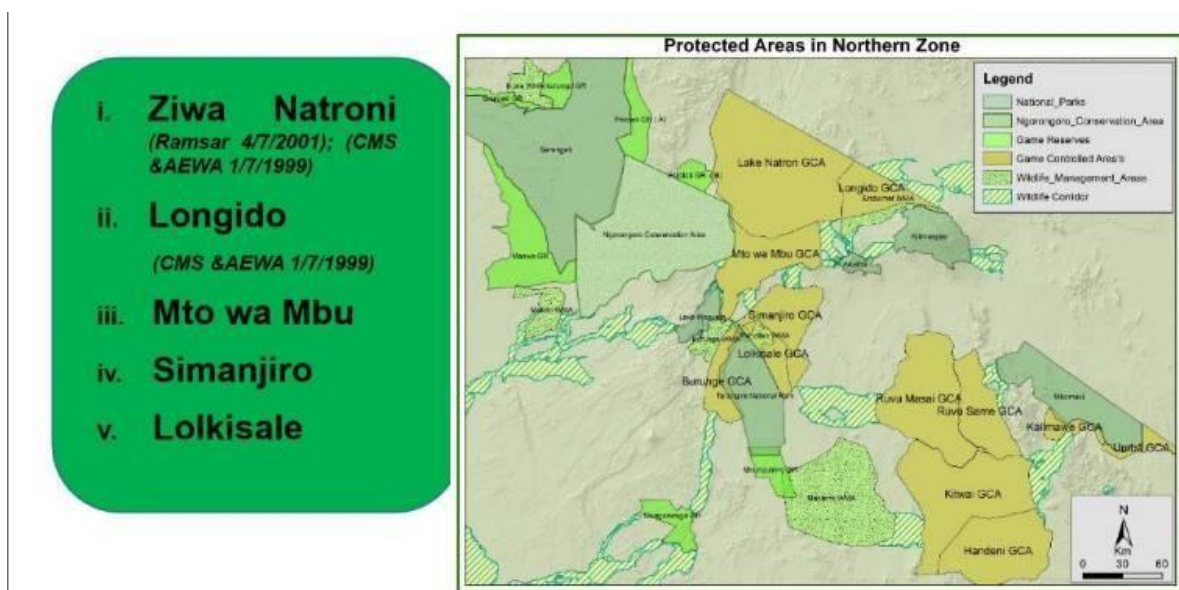
Manifestation pacifique contre le manque de transparence et de consultation des peuples autochtones par la mission consultative de l'UNESCO sur le site du patrimoine mondial de Ngorongoro

Le gouvernement tanzanien prévoit d'aliéner davantage de terres maasai

Fin février 2024, des plans du gouvernement tanzanien visant à aliéner davantage le Maasailand ont été rendus publics à partir d'une source non divulguée. Le gouvernement a l'intention d'aliéner plus de 70 % de l'ensemble des districts masaï, à savoir Ngorongoro, Longido, Monduli, Simanjiro et Kiteto. En fait, il privatisera des terres en créant 16 blocs de chasse sous la forme de réserves de chasse et de zones contrôlées. Ce plan devrait avoir un impact sur plus de 390 000 personnes réparties dans plus de 90 villages, sur une superficie de 15 856 km² :

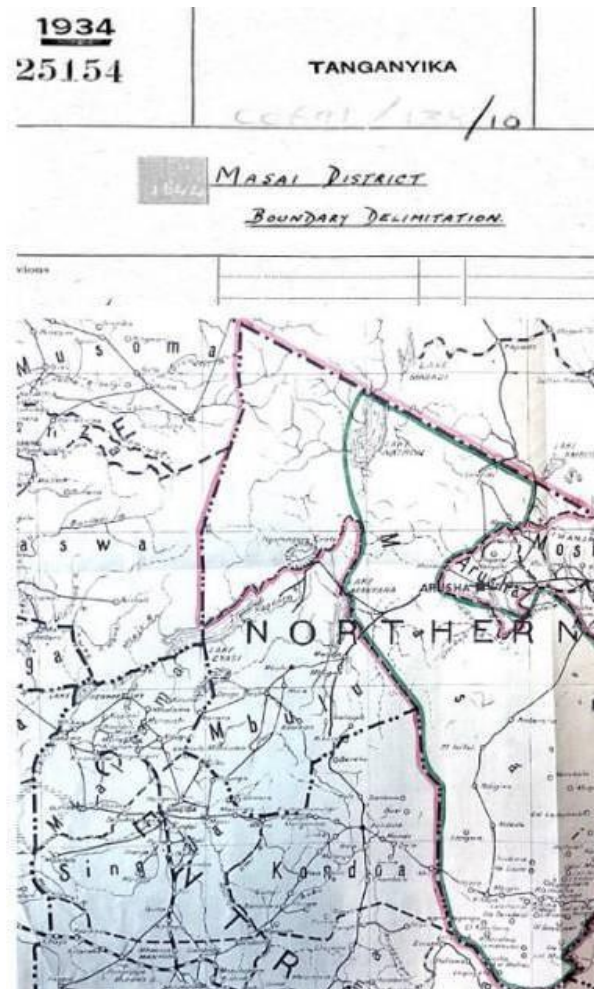
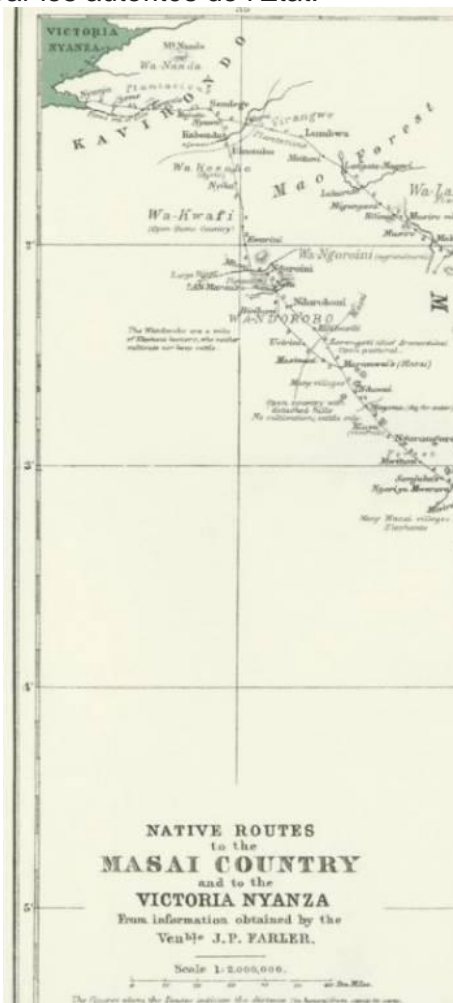
Nom du district	Nombre de villages	Nombre de membres de la communauté touchés	Superficie proposée (km ²)
Monduli District	21	93,731	15,856
District de Longido	26	85,899	
District de Simanjiro	26	126,116	
District de Ngorongoro	17	85,647	
Population totale	90	391,393	

Tableau : villages touchés, population et superficie des terres dans chaque district



Ce plan vise les zones principalement occupées par la communauté masaï. À Simanjiro, les fermes louées par des Arabes et d'autres investisseurs sont exclues, mais les fermes et les zones de pâturage masaï sont incluses dans les nouvelles réserves de chasse à mettre en place. Ce n'est que la dernière preuve des efforts concertés du gouvernement tanzanien pour cibler les terres de la communauté masaï. MISA croit savoir que les défenseurs masaï

Oleshangay et Olesendeka ont partagé une partie du contenu de ce plan avant d'être suivis par les autorités de l'État.



Comme le montrent ces cartes, le plan du gouvernement se situe exactement à l'intérieur de ce que le régime colonial britannique a délimité comme le district de Maasai en 1934, qui était auparavant connu sous le nom de réserve de Maasai.

La corruption massive des fonctionnaires de l'Autorité de la zone de conservation du Ngorongoro a été mise au jour

Le 26 mars, les dirigeants du Conseil pastoral de Ngorongoro ont tenu [une conférence de presse](#) qui a mis en lumière une frénésie de dépenses impliquant un détournement de fonds publics d'un montant de 1,6 milliard de shillings par l'autorité NCAA, dont 300 millions pour l'hébergement du conservateur de la NCAA dans un hôtel cinq étoiles. Cela se produit alors que l'accès des Maasai aux services de base tels que la santé, l'eau et l'éducation, entre autres, est mis en œuvre avec force. Le Medical Flying Service, qui était, avec l'hôpital Endulen, un fournisseur clé de services de santé, reste cloué au sol depuis maintenant deux ans - une stratégie visant à asphyxier les Maasai et à les forcer à l'expulsion.

Paul Makonda est nommé commissaire régional d'Arusha

Le 31 mars, la présidente Samia Suluhu Hassan a nommé Paul Makonda au poste de commissaire régional d'Arusha. Makonda remplace John Mongela, qui a été l'un des principaux architectes de la crise du Maasailand au cours des trois dernières années. Mongela et le Premier ministre Majaliwa ont mené une opération violente à Loliondo en 2022 et une campagne de dénigrement des Maasai à Ngorongoro.

La nomination de Makonda au poste de commissaire régional d'Arusha suscite encore plus de craintes chez tous ceux qui se préoccupent des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Makonda était connu pour ses tactiques, ses politiques et ses politiques controversées, avec de sérieuses allégations et des rapports de violence et d'abus des droits de l'homme qui ont suscité des critiques tant au niveau national qu'international pour son approche notoirement autoritaire. Makonda est interdit d'entrée aux États-Unis en raison des violations des droits de l'homme qu'il a commises. Malgré la violation ouverte des droits de l'homme, Makonda a bénéficié de la protection de l'État pour ne pas être confronté à la loi. MISA craint que la nomination de Makonda au poste de commissaire régional d'Arusha n'entraîne de nouvelles atteintes aux droits de l'homme des Maasai.

La répression de l'État tanzanien vise le défenseur des droits de l'homme masai Joseph Oleshangay

Le 11 mars, un long texte d'un inconnu a commencé à circuler dans les médias tanzaniens pour alerter le gouvernement de la présidente Samia Suluhu et l'inciter à prendre des mesures sévères à l'encontre de l'avocat et défenseur des droits de l'homme masai Joseph Oleshangay, sous prétexte qu'il aurait créé un groupe rebelle au sein de la communauté masai. Deux jours plus tard, des agents de l'État en civil ont suivi Joseph d'Arusha à Endulen, à son insu. Ce n'est qu'un peu avant minuit, le 13 mars, qu'il a appris qu'un complot avait été fomenté pour l'enlever. Du 14 au 18 mars, la police tanzanienne a effectué huit descentes dans sa maison, à sa recherche, sans révéler le but de son enlèvement/arrestation. Le Legal and Human Rights Centre (LHRC), l'employeur de Joseph, a lancé une [alerte](#) publique sur l'insécurité apparente de son personnel et du LHRC, qui était mentionné dans la menace initiale comme un soutien au mouvement anti-gouvernemental de Joseph.



Maasai installer Joseph Oleshangay en tant que chef traditionnel

Le 16 mars, les Maasai de Ngorongoro ont organisé un événement culturel au cours duquel un militant des droits de l'homme et un avocat Maasai ont été nommés chefs traditionnels Maasai. Le chef traditionnel Maasai "Alaigwanani" est tenu de servir de médiateur et de résoudre les conflits au sein de la communauté et d'assurer un processus de prise de décision juste pour les membres de la communauté. Malgré la toile de fond d'ingérence de l'État, l'événement s'est déroulé avec succès. Oleshangay a été nommé à ce poste afin de renforcer ses activités de plaidoyer sur différents fronts.

Richard Kiiza, commissaire de la NCAA, déclare que la NCAA encourage la relocalisation des Maasai à Msomera en raison de la présence d'animaux sauvages dangereux.

Le dernier conservateur du Ngorongoro a répété la propagande gouvernementale selon laquelle l'expulsion des Maasai du Ngorongoro est motivée par des raisons humanitaires. Il déclare : "L'environnement de la NCA n'est pas propice à la promotion de services sociaux tels que l'éducation en raison de la présence d'animaux sauvages dangereux. Cette situation est différente de celle de Msomera, qui offre un environnement favorable à l'accès des enfants à l'éducation. Si vous voulez mieux connaître Ngorongoro, n'écoutez pas les médias sociaux, allez-y vous-même et observez, pour faire face à la réalité des raisons pour lesquelles les gens sont relocalisés". Ironiquement, le document divulgué par le ministère des ressources naturelles et du tourisme (NRT) en janvier montre que Ngorongoro a la plus faible incidence de conflits entre l'homme et la faune dans le nord de la Tanzanie, ce qui fait de l'affirmation selon laquelle les animaux sauvages sont dangereux un faux récit pour justifier le déplacement des Masaïs.

Le député de Simanjiro survit à un assassinat



Le vendredi saint, dans la soirée du 29 mars, Christopher Olesendeka, député Maasai de la circonscription de Simanjiro, a survécu à une tentative d'assassinat alors qu'il se rendait de Dodoma à sa circonscription. a survécu à une tentative d'assassinat alors qu'il se rendait de Dodoma à sa circonscription. À plusieurs reprises, sa voiture a été la cible de tirs à bout portant d'hommes armés non encore identifiés, qui l'ont suivi pendant un certain temps avant d'ouvrir le feu. Olesendeka et son chauffeur n'ont pas été blessés, bien que plusieurs balles aient pénétré dans la voiture.

Le 30 avril, la police a collecté 15 cartouches de SMG/AK-47 à l'endroit où la fusillade a eu lieu. M. Olesendeka a critiqué la vague sans précédent d'aliénation des terres maasai par le gouvernement tanzanien dans l'ensemble du pays. Des agents de l'État ont empêché M. Olesendeka d'assister à une cérémonie maasai le 3 mars à Endulen, Ngorongoro.

135 familles relogées à Msomera accusent le gouvernement tanzanien de ne pas avoir tenu ses promesses

Le 10 avril, les [135](#) ménages précédemment évacués de la zone de conservation de Ngorongoro et relogés dans le village de Msomera, dans le district de Handeni, dans la région de Tanga, ont publié un communiqué de presse dans lequel ils se plaignaient que le gouvernement n'avait pas tenu ses promesses de leur fournir la compensation convenue pour quitter Ngorongoro, notamment une maison, un terrain pour le pâturage, la colonisation et l'agriculture.

Les dirigeants de l'ANC dénoncent le harcèlement à la porte de Loduare

Depuis janvier 2024, le gouvernement a commencé à harceler les Maasai à la porte de Loduare : aucun Maasai n'est autorisé à entrer dans le Ngorongoro sans présenter un document d'identification de l'électeur (Voter Identification Document - ID). Aucun autre document tel qu'un certificat de naissance, une carte d'identité nationale ou une lettre d'introduction d'un dirigeant local n'est accepté. Plusieurs personnes qui s'étaient rendues dans le district voisin de Karatu pour des raisons médicales - compte tenu de l'accès limité aux services de santé dans la région - n'ont pas été autorisées à rentrer chez elles à Ngorongoro. Les dirigeants de l'ANC ont publié une déclaration publique condamnant ces mauvais traitements, qui ne font qu'aggraver la situation déjà désastreuse de la région. De telles restrictions empêchent les personnes dépourvues de carte d'électeur d'accéder aux services en dehors de Ngorongoro, de peur d'être soumises à ce type de harcèlement.

Rassemblement des manifestants le 27 février pour réclamer des élections libres et équitables

Le 27 février 2024, lors d'une manifestation pacifique organisée par le plus grand parti d'opposition tanzanien, Chama Cha Demokrasia na Maendeleo (CHADEMA), des milliers de personnes ont défilé dans les rues en brandissant des pancartes portant des messages clés sur la nécessité de réformes constitutionnelles et électorales, les droits des Maasai et le rôle des agences internationales dans la répression du peuple Maasai en Tanzanie. Un homme politique tanzanien de premier plan, qui soutient la lutte des Maasai pour leurs droits fonciers, a assisté à la manifestation et a [parlé](#) des droits des Maasai.





Photos des manifestations pacifiques du 27 février et messages clés

Les complications liées à l'accouchement ont coûté la vie à des femmes et à des nourrissons masais en raison de l'impossibilité d'accéder à des services médicaux d'urgence.

L'immobilisation du service médical volant depuis 2022 a entraîné une crise sanitaire dans le district de Ngorongoro en raison de la disponibilité limitée des infrastructures de santé physiques et de l'accès réduit aux soins de santé d'urgence dans les zones reculées où le transport aérien est la seule option disponible. Sans ambulance aérienne, les urgences médicales deviennent une question de vie ou de mort. MISA a eu connaissance de quatre cas d'accouchement qui ont coûté la vie à trois femmes et à leurs enfants à Loliondo : Namano Ngoyo (son bébé a survécu), Emily Letura et son bébé et Sambei Mbunito et ses deux jumeaux. Tiyalo Ng'enai a survécu mais a perdu ses deux jumeaux. Ces décès sont survenus alors que les femmes attendaient de pouvoir se rendre à l'hôpital en raison des inondations en cours. Tous les cas se sont produits à l'endroit où une ambulance aérienne aurait pu atterrir et les sauver. Ces cas font écho à un autre cas survenu le 27 juillet 2023, lorsque Naalarami Kunyinyi et son bébé sont morts parce qu'ils n'avaient pas accès à une ambulance aérienne, sont restés à Endulen pendant des jours avant de prendre une voiture pour Arusha et sont morts à la porte d'entrée de l'hôpital d'Arusha. Le gouvernement n'assure pas le suivi des questions liées aux défaillances des services de santé, car cela fait partie de sa stratégie visant à forcer les gens à quitter Ngorongoro.

L'UNESCO reconnaîtra-t-elle son erreur et s'engagera-t-elle de manière significative avec les peuples autochtones sur le site du patrimoine mondial de Ngorongoro ?

Suite à la mission consultative conjointe Site du patrimoine mondial/ICOMOS/UICN à Ngorongoro qui s'est déroulée du 3 au 9 février 2024 de manière non participative et non transparente, MISA a continué à s'engager auprès de l'UNESCO pour lui faire part de ses inquiétudes. Dans une deuxième lettre adressée à l'institution, la MISA a rejeté la proposition de l'UNESCO de mener des consultations en ligne a posteriori et a demandé que l'UNESCO retourne en Tanzanie pour mener une mission véritablement transparente et participative. MISA a également déclaré qu'elle se tenait aux côtés des dirigeants locaux de la NCA qui ont déclaré qu'ils considéraient la mission comme nulle et non avenue puisqu'elle était entièrement contrôlée par le gouvernement tanzanien et qu'elle ne les a pas consultés, pas plus que les personnes affectées. MISA est prête à rencontrer l'UNESCO pour discuter de la forme que devrait prendre une telle mission afin de respecter pleinement les principes de participation et de consultation fondés sur les droits de l'homme. MISA a une fois de plus appelé l'UNESCO à retirer Ngorongoro de la liste des sites du patrimoine mondial si l'UNESCO n'est pas en mesure de garantir que cette classification ne contribue plus aux violations des droits de l'homme. L'UNESCO devrait dénoncer publiquement les violations des droits de l'homme infligées aux Maasai par le gouvernement tanzanien et déclarer qu'en aucun cas la conservation ne devrait être associée à l'expulsion des peuples autochtones de leurs terres.

La Banque mondiale commence à sensibiliser les communautés masai au "Land Security Improvement Project" (projet d'amélioration de la sécurité foncière)

Le projet d'amélioration du régime foncier (LTIP) de la Banque mondiale, d'un montant de 150 millions de dollars, mis en œuvre par le ministère des terres, du logement et du développement des établissements humains, cible 14 régions, couvrant environ 40 districts, et s'étend de 2022 à 2027. Selon la [Banque mondiale](#), il soutient la délivrance d'un million de certificats de droit d'occupation (CRO), de 500 000 certificats de droit d'occupation coutumier (CCRO) et d'un million de licences résidentielles (RL). Longido est l'un des districts dans lesquels ce projet a été mis en œuvre pour soutenir la sécurité foncière des pasteurs, ce qui inclut les zones de pâturage communales sous CCRO. Alors que ce projet était destiné à entreprendre la planification de l'utilisation des terres villageoises avec la bonne intention d'améliorer la sécurité foncière, il a été détourné pour répondre aux intérêts du ministère des ressources naturelles en convertissant les pâturages des pasteurs en zones de contrôle du gibier et en réserves de gibier (voir l'entrée ci-dessus sur le nouveau plan d'accaparement des terres).

L'ordre du jour proposé par les ministères de la terre et des ressources naturelles pour l'approbation du nouveau plan d'occupation des sols a été immédiatement réfuté à l'unanimité par le conseil du district de Longido et les éleveurs masai. Les

L'équipe de ressources communautaires Ujamaa ([UCRT](#)) a facilité l'établissement de plans d'utilisation des terres pour près de 35 villages de Longido, en collaboration avec la Commission nationale de planification de l'utilisation des terres et le conseil de district de Longido. L'approche *Ujamaa* développée par l'UCRT vise à soutenir à la fois les moyens de subsistance et les intérêts de la conservation, ce qui met en évidence les tensions entre les directions prises par les ministères de la terre et l'équipe nationale de planification de l'utilisation des terres. MISA demande à la Banque mondiale de soutenir les Maasai en s'assurant que le programme qu'elle finance a) soutient le modèle de conservation indigène plutôt que la conservation forteresse et b) n'entraîne pas davantage de déplacements et d'expulsions forcées des Maasai de leurs territoires.

Le rapporteur spécial des Nations unies sur les peuples autochtones reçoit des informations de MISA sur la situation des droits de l'homme des Maasai en Tanzanie

Le rapporteur spécial consacrera son prochain rapport aux droits de l'homme des populations autochtones mobiles. Pour le préparer, il a organisé une consultation virtuelle avec des dirigeants de peuples autochtones mobiles, leurs organisations, d'autres organisations de la société civile et des universitaires. Des représentants de l'Inde, du Jammu-et-Cachemire, de la Jordanie, du Brésil, du Cameroun, du Kenya, du Mali, de l'Iran et du Nigeria, entre autres, ont participé à cette consultation. Edward Porokwa a fait une brillante présentation soulignant les conséquences du nouveau plan d'accaparement des terres par le gouvernement tanzanien et la récente attaque contre le défenseur des droits de l'homme Joseph Oleshangay. MISA a également soumis une documentation écrite sur les quatre domaines d'intérêt du rapporteur spécial, à savoir les droits fonciers, les droits civils et politiques, l'identité et la culture, et les bonnes pratiques.

Michael Brand, membre du Bundestag allemand, écrit une lettre au président Samia

Le 25 mars, Michael Brand, membre du Bundestag allemand et porte-parole pour les droits de l'homme et l'aide humanitaire du groupe parlementaire CDU/CSU au Bundestag

allemand, a écrit une lettre au président Samia au sujet de la persécution politique de M. Joseph Oleshangay par l'État. Une partie de la lettre se lit comme suit "Il serait très important pour la politique allemande que notre partenaire amical, la République de Tanzanie, fasse tout ce qui est en son pouvoir pour dissiper ces inquiétudes. Avant tout, cela devrait se faire en mettant fin à la persécution des défenseurs des droits de l'homme comme Joseph Oleshangay et en protégeant les droits légaux et constitutionnels par le biais d'une action gouvernementale".

L'American Bar Association organise un séminaire en ligne sur le thème "Forced Evictions of the Maasai : Où va l'État de droit ?"

Le 15 mars, le comité Afrique de la section du droit international et le comité de droit pénal international de l'American Bar Association ont organisé un [séminaire en ligne virtuel](#) intitulé "Forced Evictions of the Maasai : Où est l'État de droit ?" Lucas Oleyamat et Joseph Oleshangay, militants maasaï, sont intervenus à cette occasion. Le webinaire a permis de faire la lumière sur la dépossession des terres des Maasai sous prétexte de conservation. Il a également exploré les efforts déployés par la communauté Maasai, par le biais de fronts juridiques, pour atténuer l'impact d'une telle dépossession. Le webinaire a exploré les forces à l'origine de l'expulsion des Maasai dans toute la Tanzanie, ainsi que les principaux facteurs locaux et internationaux.

Une délégation maasai rencontre le haut-commissariat britannique

Le 22 février, une délégation maasai a rencontré le haut-commissariat britannique pour faire le point sur la situation des éleveurs et les violations des droits de l'homme auxquelles ils sont confrontés. La réunion a porté sur la responsabilité historique de l'État britannique qui a créé des zones protégées à l'époque coloniale. Pour MISA, l'État britannique a l'obligation morale de remédier aux conséquences de ses actions passées sur le peuple masai.

Les anciens Maa demandent à l'ambassadeur britannique au Kenya de trouver une solution juste et équitable aux conséquences persistantes des accords coloniaux avec les Maasai.



Les anciens Maa avec l'ambassadeur britannique au Kenya

Le 28 février, les anciens Maasai ont rencontré l'ambassadeur britannique au Kenya. Dans leur pétition, ils ont souligné que leur histoire a été marquée par une série d'événements, dont deux sont les accords Maasai et coloniaux britanniques de 1904 et 1911, conclus entre les anciens Maasai kenyans et le gouvernement colonial britannique. Ces accords ont eu un impact profond et durable sur la communauté Maasai au Kenya et en Tanzanie, en particulier pour ceux qui vivent à Serengeti et Ngorongoro, y compris Loliondo. Ces accords, conclus sans que les Maasai aient été dûment représentés et aient donné leur consentement, ont entraîné la dépossession d'une grande partie de leurs terres ancestrales, ce qui a provoqué des déplacements de population et de graves problèmes socio-économiques pour la communauté. La perte des terres a perturbé leur mode de vie traditionnel, désintégré le patrimoine culturel masaï et affaibli leur capacité à subvenir à leurs besoins et à ceux des générations futures.

La pétition visait les objectifs suivants l'arrêt de la dépossession des terres de Ngorongoro, un héritage laissé par le gouvernement colonial qui a dépossédé les Maasai de terres telles que le Serengeti et certaines parties de Ngorongoro ; un plan global de restitution des terres et de compensation pour rectifier la dépossession de leurs terres ancestrales ; la restitution de tous les artefacts spirituels ou autres ; un soutien et des ressources pour revitaliser et préserver les traditions, la langue et les pratiques des Maasai ; des initiatives de développement économique et des possibilités d'éducation, telles que des bourses, qui permettront à la communauté masaï de prospérer dans le monde moderne tout en respectant ses valeurs culturelles ; et la reconnaissance des injustices historiques infligées au peuple masaï à la suite des accords masaï unilatéraux conclus tant au Kenya qu'en Tanzanie. À la suite de ce qui précède, une reconnaissance suivie d'excuses est attendue.

Une délégation de MISA rencontre des représentants des ministères allemand et autrichien de l'environnement à Nairobi



Des représentants de MISA avec des représentants des gouvernements fédéraux allemand et autrichien à Nairobi

À l'occasion de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement (UNEA-6) qui s'est tenue à Nairobi en mars, une délégation de MISA a rencontré des représentants des gouvernements fédéraux allemand et autrichien (BMUV et BMK). L'objectif était d'attirer l'attention sur les violations des droits de l'homme dans le contexte des projets de conservation de la nature. Une attention particulière a été accordée au rôle des fonds de

développement allemands et au rôle de l'Allemagne dans la Convention du patrimoine mondial.

Le Parlement européen discute des opportunités et des défis de la transition verte pour le pastoralisme et les peuples autochtones en Afrique

Le 19 mars, [un atelier organisé dans le cadre des réunions régulières de la commission du développement \(DEVE\)](#) du Parlement européen s'est concentré sur les impacts de la transition verte sur les éleveurs africains. Une étude approfondie a été présentée par Jonathan Davies, expert en gestion durable des terres, pastoralisme, terres de parcours et agriculture durable. Ses conclusions et recommandations ont donné lieu à un débat animé avec les membres de la commission. Le député européen vert François Thiollet est [intervenu](#) avec [force](#) pour demander à l'UE de cesser de financer des organisations qui criminalisent et expulsent les peuples indigènes, comme en [#Tanzanie](#) avec le [site_#Massai](#). M. Thiollet a appelé la Tanzanie à protéger et à cesser d'attaquer les défenseurs des droits de l'homme comme Joseph Oleshangay.

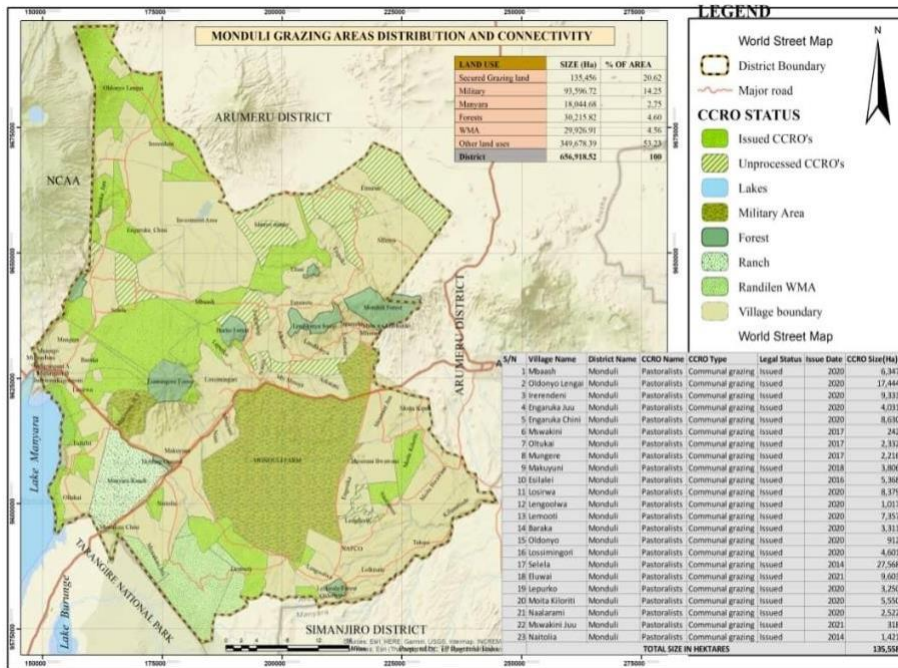
Que peuvent faire les acteurs de l'Église pour protéger les droits de l'homme des Maasai ?

Le 5 mars, MISA a organisé un webinaire avec l'Union des Supérieurs Généraux (USG) et l'Union Internationale des Supérieurs Généraux (UISG) - Justice, Paix et Intégrité de la Création (JPIC) pour informer les représentants des différentes congrégations religieuses catholiques sur la situation des droits de l'homme des Maasai. Cet événement a été l'occasion de présenter l'état d'avancement du plaidoyer de MISA et les mesures prises jusqu'à présent par l'Église locale pour atténuer la situation en Tanzanie. Il a également été question des luttes menées par les Maasai en raison de la propagande gouvernementale qui les dépeint comme des "arriérés" et de la restriction des services sociaux dans leurs communautés locales, ce qui a entraîné un désastre humanitaire. Quelque 68 participants ont assisté à la conférence.

Les responsables des congrégations religieuses ont été invités à formuler des suggestions initiales sur les actions à entreprendre pour atténuer les souffrances des Maasaï par le biais de l'aide humanitaire et de déclarations publiques. Il est prévu d'organiser un séminaire en ligne de suivi sur le pastoralisme afin de lutter contre les idées fausses sur le pastoralisme.

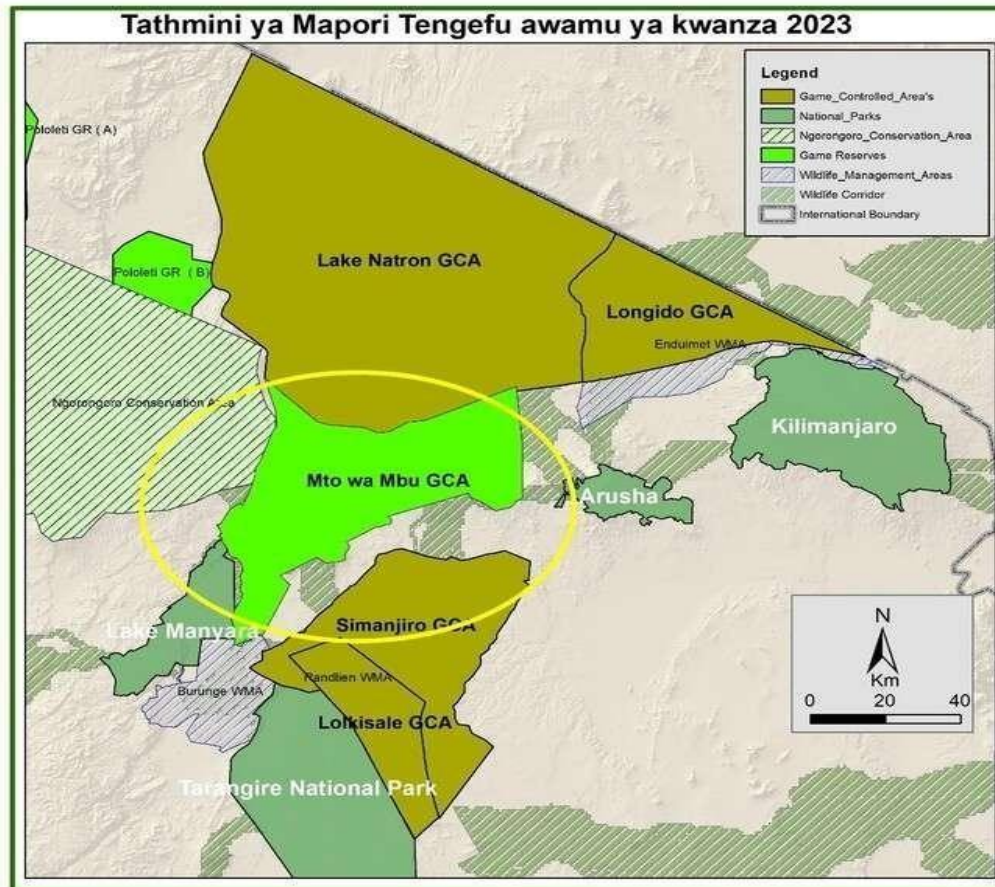
MISA demande à l'USAID de cesser de financer les corridors pour la faune sauvage

Le projet USAID "TUHIFADHI MALIASILI (TMA)", en collaboration avec le ministère des ressources naturelles, vise à améliorer la connectivité entre les zones protégées (parcs nationaux, réserves de chasse, zones contrôlées, zones de gestion de la faune et de la flore) en établissant des corridors pour la faune et la flore. Le projet encourage un partenariat plus large incluant le secteur privé pour "protéger, sécuriser et soutenir les corridors de faune". Le grand écosystème Tarangire-Lac Natron, le corridor Kwakuchinja est l'une des principales zones ciblées, constituée de plus de 27 villages Maasai.



Cette carte montre la coexistence entre les pâturages communaux et les corridors de faune sauvage avant le projet restrictif financé par l'USAID-TMA.

Le projet USAID-TMA utilise une stratégie erronée consistant à établir des corridors pour la faune sauvage dans les zones de pâturage communales des pasteurs. Alors que 122 289 hectares de terres ont été sécurisés dans le cadre des CCRO et classés comme pâturages communaux, ce projet les convertit maintenant en couloirs exclusivement réservés à la faune sauvage, empêchant ainsi l'accès au pastoralisme. Le projet USAID-TMA devrait comprendre que la sauvegarde des moyens de subsistance des pasteurs est une solution innovante pour une gestion holistique du paysage qui favorise à la fois la conservation de la faune et le développement des moyens de subsistance des pasteurs. MISA est très préoccupée par le fait que la modification de l'utilisation traditionnelle des terres, l'expansion des corridors de faune et la création de zones protégées avec le soutien de l'USAID au ministère des ressources naturelles sur les territoires de pâturage conduiront à d'innombrables expulsions de pasteurs masai et à la violation de leurs droits fondamentaux et de leurs droits fonciers. L'accapement des terres et les expulsions déclenchent davantage de conflits, de pauvreté et de violence dans les territoires pastoraux du pays.



Cette carte montre le cadre d'utilisation des terres du district de Monduli après le lancement du projet restrictif financé par l'USAID-TMA.

MISA demande à l'USAID de :

- Cesser d'alimenter les expulsions résultant de la cartographie forcée des couloirs sans vérification sur le terrain ni respect des principes de consentement libre, préalable et éclairé (CLPI), conformément aux normes internationales en matière de droits de l'homme.
- Respecter la gestion holistique des pâturages par les éleveurs dans le cadre des CCRO et la classification des pâturages.
- Promouvoir et respecter le principe de coexistence entre la faune sauvage, le bétail et le peuple pastoral masaï.
- Soutenir la révision de la réglementation des couloirs afin de respecter et d'intégrer les droits fonciers communaux et les CCRO existants.

Les critères de performance écologique de l'USAID pour les zones de gestion de la faune sauvage (WMA) sont biaisés au détriment des éleveurs

L'USAID est l'un des principaux bailleurs de fonds des AMM dans le circuit nord de la Tanzanie. Les WMA financées par l'USAID comprennent celles d'Enduimet et de Randien. En plus des zones contrôlées et des réserves de chasse établies avec une rapidité notable par le gouvernement tanzanien dans les régions masaï, il existe déjà des AMM qui, de par leur nature, fonctionnent plus ou moins comme des zones centrales de conservation, contrairement à l'esprit de la zone de conservation de la faune, qui exige que les AMM soient établies à l'intérieur des terres villageoises, sans mandat d'utilisation exclusive de la terre. Alors que les AMM devraient permettre aux communautés de ne pas perdre leurs terres pour le pastoralisme, l'évaluation de l'habitat des AMM parrainée par l'USAID pour la détermination de la performance écologique utilise les critères suivants :

- Signes de pâturage du bétail (présence physique de bétail et de bouses de vache) ; la présence de signes de pâturage du bétail dans une AMM est évaluée comme étant inférieure à un niveau d'efficacité de 50 %.
- Signes d'incendies de forêt
- Pourcentage de couverture végétale, calculé en soustrayant le niveau de nudité du sol de la superficie totale de l'aire de gestion des forêts.
- Importance du couvert végétal (arbres et arbustes)
- Hauteur moyenne de la canopée des arbres et des arbustes
- Étendue de la présence d'espèces chassables
- Niveau fonctionnel en tant que corridor permanent pour la faune
- Degré de réduction de la fragmentation de l'habitat dans l'AMM (indiqué par le pourcentage de fragmentation des exploitations agricoles et des établissements).

Ces critères d'évaluation ont poussé de nombreuses AMA à dépendre davantage de la chasse et des amendes comme source de revenus. Les amendes de certaines aires de gestion des forêts représentent plus de 70 % de leurs revenus, provenant principalement des communautés pastorales et des communautés locales de chasseurs. Ces critères font également de la lutte contre le pastoralisme une priorité pour les AMA, plutôt que de se concentrer sur le couvert végétal.

MISA soutient la campagne pour l'interdiction de la chasse au trophée

La [chasse au trophée](#) fait l'objet d'un [débat](#) permanent sur l'abattage des éléphants super tuskers en Tanzanie. MISA s'est intéressée de près à ce débat en raison de la réalité : le gouvernement tanzanien a toujours encadré le déplacement des Maasai dans une rhétorique de conservation qui inclut une protection plus large du bien-être des animaux. Ironiquement, les Maasai déplacés sont remplacés par des entreprises de chasse qui mettent en danger les mêmes animaux que le gouvernement prétend protéger. MISA est convaincue qu'une meilleure gestion des ressources n'est possible que si la communauté coexiste avec la faune sauvage comme c'était le cas avant la formation de l'État moderne. À Ngorongoro, il n'y a pas de braconnage, bien que la région soit habitée par environ 100 000 Masai.

La chasse au trophée dans les zones des communautés pastorales, en particulier celles des Masai, a engendré des problèmes complexes et multiformes. Tout a commencé avec l'Otterloo Business Corporation (OBC) qui a parrainé la terreur à Loliondo, ce qui a conduit à l'annexion violente de 1502 kilomètres carrés et au projet d'établir d'autres zones de chasse dans tous les districts Maasai de Tanzanie. MISA ne croit pas qu'un animal doive payer de sa vie pour contribuer au "développement humain". La chasse au trophée est associée à des niveaux élevés de corruption de la part des personnes délivrant les permis de chasse et des puissants groupes de chasseurs, ce qui constitue une violation des lois et de l'intérêt humain.

Nouveau documentaire vidéo : "Si le Ngorongoro pouvait parler : Les Maasai, la terre et le gouvernement"

Dans le sillage des plans tanzaniens visant à déplacer les Maasai de la zone de conservation de Ngorongoro et des activités de démarcation des terres en cours dans la division de Loliondo, ce documentaire fait entendre les voix de la communauté, le point de vue du gouvernement et la perspective historique de ces deux exercices. La zone de conservation de Ngorongoro et Loliondo font partie du district de Ngorongoro. Voir le documentaire [ici](#).

Nouveau podcast : Les Maasai de Tanzanie et la menace de génocide avec Joseph Moses Oleshangay

"Conversations sur le génocide" est un podcast qui réunit des experts juridiques, des historiens, des militants des droits de l'homme et des survivants pour explorer les complexités du génocide. Grâce à des discussions passionnantes, il vise à approfondir la compréhension de ce grave problème et à encourager l'engagement mondial pour prévenir de futures atrocités. Dans cet épisode de Conversations sur le génocide, Joseph Moses Oleshangay, avocat maasaï spécialiste des droits de l'homme, aborde les aspects historiques et actuels du génocide.

Les facteurs responsables du déplacement forcé du peuple Maasai et son impact sur la culture de la communauté. Écouter [ici](#).

Articles de presse et rapports :

[https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2024/05/maasai-tribe-tanzania-forced-land-
evictions-serengeti/677835/?gift=pZfHllgAApB9aJif_u2FmNJOMU-
RpuzjKO8F8APCRrY&utm_source=copy-link&utm_medium=social&utm_campaign=share](https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2024/05/maasai-tribe-tanzania-forced-land-
evictions-serengeti/677835/?gift=pZfHllgAApB9aJif_u2FmNJOMU-
RpuzjKO8F8APCRrY&utm_source=copy-link&utm_medium=social&utm_campaign=share)

<https://www.oaklandinstitute.org/capitalizing-on-chaos>

<https://www.oaklandinstitute.org/pulling-back-the-curtain>

[https://www.thecitizen.co.tz/tanzania/news/national/uk-opens-office-in-dodoma-announces-
investissement-boost-4580262](https://www.thecitizen.co.tz/tanzania/news/national/uk-opens-office-in-dodoma-announces-
investissement-boost-4580262)

[https://justconservation.org/politics-maasai-people-from-ngorongoro-yearn-for-rights-their-
amis-tanzaniens-jouissent](https://justconservation.org/politics-maasai-people-from-ngorongoro-yearn-for-rights-their-
amis-tanzaniens-jouissent)

[https://www.thecitizen.co.tz/tanzania/news/national/tanzania-now-targets-chinese-tourists-
avec-documentaire-surprise-tanzanie-4577708](https://www.thecitizen.co.tz/tanzania/news/national/tanzania-now-targets-chinese-tourists-
avec-documentaire-surprise-tanzanie-4577708)

[https://www.thecitizen.co.tz/tanzania/news/national/uk-opens-office-in-dodoma-announces-
investissement-boost-4580262](https://www.thecitizen.co.tz/tanzania/news/national/uk-opens-office-in-dodoma-announces-
investissement-boost-4580262)

[https://www.thecitizen.co.tz/tanzania/magazines/sound-living/women-led-safari-programme-
aide-à-combattre-le-stress-du-lieu-de-travail--4579844](https://www.thecitizen.co.tz/tanzania/magazines/sound-living/women-led-safari-programme-
aide-à-combattre-le-stress-du-lieu-de-travail--4579844)

[https://apnews.com/article/carbon-credits-africa-communities-protests-
92f99dfd488c80e1b5a4cae69c07e6fd](https://apnews.com/article/carbon-credits-africa-communities-protests-
92f99dfd488c80e1b5a4cae69c07e6fd)